

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 23 Décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS

12 Rue de Rennes
35220 Châteaubourg

Références : UD35/2025-488

Code AIOT : 0005504579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS implanté 12 Rue de Rennes 35220 Châteaubourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERGERS DE CHATEAUBOURG SAS
- 12 Rue de Rennes 35220 Châteaubourg
- Code AIOT : 0005504579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la transformation de fruits, essentiellement la pomme, pour produire des desserts, jus et préparations pour l'industrie agro-alimentaires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 (extrait)	Demande d'action corrective	3 mois
4	Réseaux - entretien et surveillance	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Stockages – Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, articles 2. III et 8	Demande d'action corrective	3 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Demande d'action corrective	1 mois
10	Moyens de lutte incendie - détection	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12 (extrait)	Mise en demeure, respect de prescription	18 mois
11	Moyens de lutte incendie - RIA	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 (extrait)	Mise en demeure, respect de prescription	18 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 04/11/2024, article R. 511-9
3	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 (extrait)
7	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/11/2010, article 4.1.1
8	Surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/11/2010, articles 4.3.5, 4.3.9 et 9.3.2 (extraits)

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations sont attendues pour que l'établissement de Chateaubourg soit mis en conformité avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts relevant de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : état des stocks à adapter, contrôle du disconnecteur sur le réseau d'alimentation en eaux potable et résorption des non-conformités identifiées sur les installations électriques.

L'examen des dispositions propres à la défense contre l'incendie du site a mis en évidence que des travaux de mise en conformité de la détection incendie des locaux et d'implantation d'un réseau de RIA (Robins d'Incendie Armés) devaient être réalisés.

Considérant le risque inhérent à ces derniers manquements, l'inspection propose que l'exploitant soit mis en demeure de régulariser sa situation sur ces deux derniers points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/11/2024, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement au titre de la rubrique n° 1510
Prescription contrôlée : Article R. 511-9 du Code de l'environnement La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Libellé rubrique n° 1510 : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lorsque la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes
Constats : Suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020, la société Les Vergers de Chateaubourg a informé l'inspection que ses installations de stockage relevaient désormais du régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique n° 1510, avec un volume des entrepôts de 170 136 m ³ . Le site relevait précédemment du régime déclaratif. Par courrier du 24 avril 2024, la préfecture a pris acte de cette modification et rappelait que les prescriptions applicables issues de l'arrêté du 11 avril 2017 sont celles de ses annexes VI (point II - version du 31/12/2020), VII (point I) et VIII. L'inspection demandait donc à la société Les Vergers de Chateaubourg d'établir un bilan de la conformité des installations du site de Chateaubourg aux dispositions correspondantes de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Les cas échéant, si des écarts étaient constatés, ce bilan devait être accompagné des dispositions mises en place ou prévues pour les résorber et d'un calendrier justifié de mise en œuvre. Ce bilan a été transmis à l'inspection par courrier du 10 mars 2025. Un plan d'actions a été établi et transmis pour mener à bien les actions correctives envisagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, besoins d'information de la population
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. « Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : [...] 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. « Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.
Constats : L'état des stocks (avec les quantités maximales susceptibles d'être présentes) ainsi que le plan des différents stockages est disponible dans la bannette "Pompiers" à l'entrée du site (poste de garde). Il est par ailleurs accessible depuis un poste informatique déporté en cas de besoin. Un état des stocks sous une forme vulgarisée doit être réalisé afin de répondre à la présente prescription. En l'état, le nom des produits n'apparaît pas suffisamment "parlant" pour l'ensemble des produits qui figurent principalement sous leur référence commerciale. L'inventaire des matières dangereuses (il s'agit ici principalement des arômes qui peuvent présenter un caractère inflammable) est réalisé de manière hebdomadaire et non quotidienne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'Inspection demande qu'un état des matières stockées "vulgarisé" soit établi pour répondre à la présente prescription. S'agissant des matières dangereuses stockées, l'état disponible doit par ailleurs évoluer pour répondre à une mise à jour quotidienne comme attendu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan des réseaux a été mis à jour le 14/11/2025 suite à des modifications intervenues et permet aujourd'hui de répondre globalement aux exigences de la présente prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection note cependant que les secteurs collectés n'y figurent pas : ils devront être matérialisés sur le plan lors de la prochaine mise à jour prévue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réseaux - entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Disconnecteur
Prescription contrôlée : [...] Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.
Constats : Un disconnecteur est présent à l'entrée du réseau d'alimentation en eau potable. Son prochain contrôle est planifié le 9 décembre prochain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande que le justificatif d'entretien du disconnecteur suite au contrôle qui sera réalisé en décembre 2025 lui soit transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Stockages - règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, articles 2. III et 8 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages extérieurs
Prescription contrôlée : Art. 2. III : Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. « La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. Art. 8 (extrait) : les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.
Constats : Les arômes utilisés pour la préparation des produits présentent dans l'ensemble un caractère inflammable et sont donc étiquetés comme tels (étiquetage CLP). Ils étaient stockés en extérieur sous un barnum à proximité du quai n° 4. Pour satisfaire à la présente prescription, l'exploitant les a déplacés pour être stockés en racks au sein du sous-sol du quai n°4. Cela vient cependant en contradiction avec une autre prescription issue de ce même arrêté ministériel (art. 8) et qui prévoit que les matières dangereuses soient stockées exclusivement en rez-de-chaussée, sans être surmontées d'étages ou de niveaux. Il appartient donc à l'exploitant de trouver une autre solution répondant à l'ensemble des dispositions réglementaires issues de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié (par exemple des armoires adaptées pour les liquides inflammables). L'inspection s'est par ailleurs assurée au cours de la visite qu'aucun stockage de produits dangereux n'était plus réalisé sous le barnum en question. Les stockages extérieurs de palox plastique/bois ont par ailleurs été éloignés des quais en conséquence.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de déplacer les stockages de liquides inflammables (arômes) présents au sous-sol du quai n° 4 pour les stocker dans des conditions répondant aux présentes prescriptions issues de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Ilottage - hauteur des stockages
Prescription contrôlée : Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ;2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. [...] La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage
Constats : Le stockage au sein du quai n° 4 a été revu pour constituer 3 îlots de moins de 500 m ² comme attendu. L'inspection s'est par ailleurs assurée au cours de la visite que la distance des 2 m au sein des allées était respectée. Au sein du quai n° 5 la hauteurs des stockages (racks) a également été revue pour laisser une hauteur libre de 1 m minimum avec la toiture. Les arômes (inflammables) situés en sous-sol du quai n° 4 sont stockés sur rétention, sous la forme de bidons de quantité limitée. La hauteur de ces stockages le jour de la visite respectait la hauteur maximale autorisée (5 m).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2010, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le réseau d'adduction d'eau potable, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 180 000 m ³ par an.
Constats : Le prélèvement autorisé par l'arrêté préfectoral délivré en 2010 (180 000 m ³) est aujourd'hui dépassé : le volume consommé en 2025 était de 208 460 m ³ (estimation - STEP comprise). Ce dépassement est à mettre en lien avec une hausse de la production depuis la délivrance de l'autorisation. La consommation spécifique (rapportée au volume de produits finis) fait l'objet d'un suivi par l'exploitant au sein de l'établissement et évolue favorablement (gains réalisés). La diminution de la consommation d'eau est de 23,4 % entre 2019 et 2025 selon les éléments transmis par l'exploitant. Une nouvelle convention a été signée avec le syndicat Eau des Portes de Bretagne en mars 2025 pour la fourniture d'un volume d'eau de 250 000 m ³ annuel. Cette convention prévoit par ailleurs : <ul style="list-style-type: none">• la limitation de la consommation mensuelle du site à 30 000 m³ (pendant la période allant de septembre à décembre correspondant à la campagne de collecte des pommes) et à 21 000 m³ les autres mois,• une réduction de 10 % de la consommation annuelle entre 2023 et 2028, fixant ainsi à 225 000 m³ le volume prélevé à l'horizon 2028. Les seuils mensuels ainsi fixés depuis le mois de mars ont été respectés et le volume annuel maximal également. Un audit de la consommation du site a également été réalisé et un plan d'actions établi pour optimiser les prélèvements d'eau. Un point de situation a été réalisé lors de la présente inspection sur la mise en œuvre des actions réalisées et/ou prévues. L'inspection saisira l'opportunité d'actualiser l'arrêté préfectoral du site pour y intégrer la valeur du prélèvement maximal autorisé revue, sous réserve de la poursuite des actions de réduction engagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2010, articles 4.3.5, 4.3.9 et 9.3.2 (extraits)
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : Art. 4.3.5 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes : T < 30 ° C pH : compris entre 5.5 et 8.5 Art. 4.3.9 : Le rejet identifié à l'article 4.3.3 ne devra en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes : DCO : 125 mg/l Hydrocarbures : 10 mg/l MES : 35 mg/l Art. 9.3.2 : A la sortie du point de rejet n° 1, un prélèvement et une analyse portant sur les paramètres définis aux articles 4.3.5 et 4.3.9 sera réalisée à la demande de l'inspection des installations classées et au moins une fois par an. Le bon fonctionnement du décanteur-séparateur est vérifié autant que de besoin et au moins une fois par an.
Constats : Le dernier entretien du séparateur situé au nord du site a été réalisé en septembre 2024 (entretien annuel prévu). Cependant le justificatif de l'enlèvement des boues du séparateur (bordereau de suivi des déchets) n'avait pu être fourni au cours de la visite réalisée en 2024. Il a été transmis à l'inspection depuis et n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie suivants ont été examinés au cours de l'inspection : 1. <u>Points d'eau (réserves et poteaux) :</u> La défense extérieure contre l'incendie est assurée par deux réserves souples situées sur le site et complétée par deux poteaux incendie situés sur le domaine public. L'inspection demandait que les justificatifs des contrôles effectués sur ces poteaux lui soient transmis. L'exploitant a ainsi passé une convention avec un prestataire pour faire réaliser annuellement un contrôle de ces deux poteaux ainsi que de ceux associés aux réserves internes. Les justificatifs correspondants ont été transmis à l'inspection. Le SDIS s'est par ailleurs rendu sur site en juillet 2025 pour valider l'accessibilité aux réserves. 2. <u>Installations électriques :</u> le rapport établi suite au contrôle réalisé en 2024 mettait en évidence que : <ul style="list-style-type: none">- de nombreuses non-conformités étaient récurrentes ;- le dossier technique et le plan des locaux à risques n'étaient pas communiqués au vérificateur (ou sont jugés incomplets) lors de son intervention,- l'ensemble des installations n'avait pas pu être vérifié compte-tenu des limites d'intervention fixées par l'exploitant (raisons d'exploitation) : continuité à la terre non vérifiée et tests des dispositifs différentiels non effectués par exemple. L'inspection a demandé à la société Les Vergers de Chateaubourg de remédier à ces observations lors du contrôle réalisé en 2025. Ce dernier a été effectué du 25/08/2025 au 03/09/2025. L'inspection note que : <ul style="list-style-type: none">- une vérification complète a été réalisée ;- un plan d'actions destiné à résorber les non-conformités a été établi et intégré au plan d'actions sécurité. Un point mensuel est désormais réalisé chaque mois concernant l'avancement des actions correctives à effectuer ; Cependant deux observations réalisées au sein des locaux "Atelier PAI + Cuverie" indiquent que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion : elles doivent être résorbées en priorité dans un délai court (décembre 2025). L'exploitant indique par ailleurs que certaines interventions du prestataire nécessitent un arrêt de production. Ces interventions seront donc réalisées selon son engagement le samedi progressivement au cours du 1er semestre 2026.

3 - Extincteurs : le contrôle a été réalisé en 2025 comme attendu. L'inspection s'est assurée par sondage du marquage des équipements en question suite à ce contrôle au cours de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'Inspection demande :

- que les deux non-conformités identifiées par le prestataire et pouvant conduire à un risque d'incendie ou d'explosion soient résorbées sous 1 mois,
- que l'exploitant poursuive la résorption des autres non-conformités identifiées et tienne à jour un suivi et un enregistrement des différents travaux effectués dans ce sens,
- que la vérification des installations n'ayant pu être réalisée car nécessitant un arrêt de production soit effectuée au cours du premier semestre 2026 comme programmé.

Le rapport de contrôle établi suite à la vérification effectuée par ce prestataire en 2026 (a priori avant septembre 2026) sera tenu à la disposition de l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Moyens de lutte incendie - détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Détection incendie
Prescription contrôlée : <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. [...]</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p>
Constats : <p>Le bilan de conformité au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (prescriptions "types" relatives à la rubrique n° 1510) réalisé en 2025 a mis en évidence la nécessité d'implanter une détection incendie dans certains locaux qui n'en sont pas équipés à ce jour.</p> <p>Un premier devis a été réalisé pour la mise en place de cette détection au sein des quais 4 et 5 (ainsi que du sous-sol du quai 4) qui sont des locaux de stockage à proprement parler.</p> <p>La mise en place de cette détection (évaluée à environ 50 000 €) à laquelle sera asservie une alarme est envisagée en 2026.</p> <p>D'autres locaux tels que les dalles de stockage PGC et PAI ainsi que le local à huiles sont susceptibles de nécessiter également l'implantation d'une telle détection : une analyse de leur soumission aux prescriptions types 1510 doit être réalisée pour s'en assurer.</p> <p>L'inspection rappelle par ailleurs qu'outre les cellules de stockage, les locaux techniques et les bureaux situés à proximité des stockages doivent également être équipés.</p> <p>Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 11/04/17 définit une cellule comme <i>"partie d'un entrepôt compartimenté séparée des cellules voisines par un dispositif au moins REI 120, et destinée au stockage."</i></p> <p>L'inspection précise à ce sujet les éléments suivants issus du guide entrepôts (version juin 2024) qui indique (question I.2.4 - page 45) :</p> <p><i>"Par ailleurs, dans le cas où sont présents au sein d'un même bâtiment, des encours de production (quantité équivalente à moins de 2 jours de production) et des stockages (quantité équivalente à plus de 2 jours de production, ou des produits non liés au processus de production) :</i></p> <p><i>- si les stockages sont séparés de l'activité et des encours de production par un dispositif REI 120, la partie compartimentée abritant les stockages constitue une installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage (IPD), il convient donc de considérer un éventuel classement de cette IPD en considérant la masse totale des matières ou produits combustibles présentes au sein de la partie compartimentée (cellule), le volume de cette cellule et le cas échéant la proximité éventuelle d'autres IPD, en application des principes de la question I.2.1.</i></p>

Si in fine, l'IPD est classée au titre de la rubrique 1510, alors, les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquent uniquement à la cellule.

- Si les stockages ne sont pas séparés de l'atelier de production par une séparation physique de type REI 120, alors la totalité du bâtiment est à considérer dédié au stockage, et constitue ainsi une installation, pourvue d'une toiture, dédiée au stockage susceptible de relever de la rubrique 1510. Dans ce cas, il convient donc de considérer cette IPD pour déterminer le périmètre pouvant conduire au classement ICPE (1510), et le cas échéant, comptabiliser la masse totale des matières ou produits combustibles constituant un stockage et le cas échéant comparer le volume de l'ensemble du bâtiment aux seuils de la rubrique 1510. Si in fine, l'IPD est classée au titre de la rubrique 1510, alors, les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquent à l'ensemble du bâtiment."

Ainsi, en l'absence de sectorisation coupe-feu entre les zones de stockage et les zones de production, la totalité des zones (production + stockage) doit être couverte par de la détection incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'inspection demande à la société Les Vergers de Chateaubourg :

- d'identifier de manière exhaustive les locaux/bâtiments devant être équipés d'une détection incendie pour répondre aux prescriptions du présent article (à localiser sur un plan) ; une analyse étayée de la soumission aux présentes prescriptions pour chaque local/bâtiment doit être transmise à l'Inspection.

- de réaliser les travaux de mise en conformité requis, par l'implantation d'une détection incendie (relayée vers une alarme) dans l'ensemble des locaux/bâtiments concernés ; un plan d'actions assorti d'un planning de réalisation des travaux à réaliser doit être communiqué à l'inspection.

- de proposer la mise en place de mesures compensatoires (surveillance accrue par exemple, notamment en dehors des heures ouvrées) permettant d'atteindre un niveau de sécurité équivalent dans l'attente de la réalisation des travaux en question.

Au regard de l'enjeu de sécurité associé au présent constat, l'inspection propose que l'exploitant soit mis en demeure de se mettre en conformité. Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 18 mois

N° 11 : Moyens de lutte incendie - RIA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Robinets d'Incendie Armés
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ;
Constats : Le site possédait des RIA qui ont été mis hors-service car les débits attendus pour leur fonctionnement n'étaient pas atteints. L'Inspection demandait suite à son inspection réalisée en 2024 que le bon fonctionnement des RIA soit rétabli. Le nombre et la localisation des équipements implantés devaient être justifiés afin de se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts relevant de la rubrique n° 1510. Les locaux/bâtiments concernés sont ceux également visés par l'implantation de la détection selon les conditions rappelées dans le constat précédent. Un devis a depuis été transmis à l'inspection daté du mois d'avril 2025 pour l'installation d'un réseau de RIA uniquement dans les bâtiments de stockage : le montant des travaux est évalué à 285 600 € TTC. Les travaux sont envisagés en 2026 /2027.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'Inspection demande à la société Les Vergers de Chateaubourg : - d'identifier sur un plan les locaux/bâtiments devant être équipés de RIA pour répondre aux prescriptions du présent article ; - de réaliser les travaux de mise en conformité requis, par l'implantation d'un réseau de RIA dans l'ensemble des locaux/bâtiments concernés ; un planning de réalisation des travaux à réaliser doit être communiqué à l'Inspection. - de proposer la mise en place de mesures compensatoires permettant d'atteindre un niveau de sécurité équivalent dans l'attente de la réalisation des travaux en question. Au regard de l'enjeu de sécurité associé au présent constat, l'inspection propose que l'exploitant soit également mis en demeure sur cet aspect. Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 18 mois